



Fenêtre sur le monde n°10

Née aux heures pandémiques les plus sombres, cette série s'achève avec ce dixième numéro. Nous espérons vous avoir fait partager le plaisir de rencontrer, au cours des voyages virtuels autour du monde, les femmes et les hommes qui ont tenu tête à toutes les adversités et ont maintenu allumée la flamme du combat pour la santé, la sécurité, les droits des travailleurs, les droits des humains durement éprouvés.



Les épreuves obscurcissent toujours la vie de plusieurs peuples. Mais le vent qui se lève de l'autre côté de l'Atlantique se propage plus vite que le virus et finira par le vaincre. C'est un vent de justice, souffle nouveau pour nos poumons obstrués. Écoutons les paroles finales de l'Électre de Jean Giraudoux, tragédie de violence, de malédiction et de catharsis, à l'instar de son homonyme grecque antique : « – Comment cela s'appelle-t-il, quand le jour se lève, comme aujourd'hui, et que tout est gâché, que tout est sacragé, et que l'air pourtant se respire, et qu'on a tout perdu, que la ville brûle, que les innocents s'entretuent, mais que les coupables agonisent dans un coin du jour qui se lève ? – Cela a un très beau nom. Cela s'appelle l'aurore ».

Organisation Mondiale de la Santé

La plateforme de partage des données, les hypocrites et les détracteurs

Le 29 mai, l'OMS a lancé officiellement sa plateforme de partage des connaissances, de la propriété intellectuelle et des données. L'appel, publié sur son site, est intitulé « Faire de la réponse à la COVID19 un bien public commun » et sous-titré « appel de solidarité à l'action » ayant pour objectif « un accès global équitable aux technologies de santé relatives à la COVID19 » qui se réaliserait grâce à ce partage. Un formulaire d'adhésion à la plateforme et une adresse mail dédiée, ainsi que la liste des pays participants se trouvent sur le même site.

L'appel est adressé « à toutes les parties prenantes » : gouvernements et bailleurs de fonds de R&D; détenteurs de propriété intellectuelle ou de données sur des thérapies, des diagnostics ou des vaccins existants ou nouveaux ; chercheurs ; communautés de patients ; organisations inter-gouvernementales, ONG et organisations de la société civile. Ces dernières sont censées promouvoir l'appel et faciliter son implémentation.

Cette initiative a été considérée comme un pas positif (cf. notre *Fenêtre* n°8), même si elle a été « édulcorée » pour ne pas trop fâcher les entreprises puissantes du médicament. Mais *Big Pharma* est toujours fâchée et, compte tenu de sa puissance de lobbying auprès des gouvernements, elle freine leur adhésion à la plateforme.

En effet, nous apprenons le 2 juin par un article de Thomas Lemahieu dans *l'Humanité* que la Fédération internationale des grandes entreprises du médicament (*International Federation of Pharmaceutical Manufacturers and Associations - IFPMA*), qui se dit pourtant « engagée à accélérer ses efforts » pour fournir aux patients du monde entier des diagnostics, traitements et vaccins contre la COVID19, considère que la mutualisation de ces ressources, surtout de la propriété intellectuelle (brevets) est dangereuse, car elle « ne protège pas l'innovation ».

« L'innovation » consiste en fait à protéger leurs profits qui seront énormes, surtout avec la course de certains gouvernements à préempter des doses conséquentes du futur vaccin pour en disposer dès qu'il sera découvert, laissant les autres pays faire la queue pour obtenir le reste.

Quand l'appel à faire du médicament un bien commun a été lancé (cf. *Fenêtre* n°5) par des initiatives internationales et françaises de scientifiques et de diverses organisations, il a été vivement critiqué par certains, comme un frein à l'innovation dont émane le financement de la recherche dans les entreprises

pharmaceutiques. On y a aussi vu une sorte d'expropriation ou une énième action utopique d'ONG « hors sol » opposées au développement industriel. Mais quand on voit quels pays sont engagés dans la plateforme de l'OMS, on constate que les grandes puissances manquent : aucun membre du G7...



The screenshot shows the official website for the Solidarity Call to Action. At the top, there's a banner with a globe and the text 'Solidarity Call to Action'. Below the banner, there's a sidebar with links for 'COVID-19 technology access pool', 'Solidarity Call to Action', 'Take action now', and 'Endorsements of the Solidarity Call to Action'. The main content area has a heading 'Making the response to COVID-19 a public common good' and a section titled 'Solidarity Call to Action'. It includes a detailed text about the goal of stopping the pandemic and ensuring everyone has access to health technologies. To the right, there's a 'Related documents' section with several PDF files available for download.

Que fait la France ? Comme d'habitude, le gouvernement est champion de discours généreux (« faire du médicament un bien public mondial »), qui ne sont qu'un bla-bla sans concrétisation, car la France n'y est pas engagée et soutient par tous les moyens « son » industrie pharmaceutique, même si Sanofi, « aidée » par le crédit impôt-recherche (c'est-à-dire l'argent du contribuable) était à deux doigts de se vendre à Trump, plus offrant.

Le pompon du 12 juin ou comment faire face à la concurrence grâce à... plus de concurrence : la France ne fait rien du tout pour que l'Europe se démarque des États-Unis. Elle fait même le contraire, signant une « alliance inclusive » avec l'Allemagne, l'Italie et les Pays-Bas pour préempter des doses des futurs vaccins. Comme celui payé par l'Italie (*Il Manifesto* du 14 juin), le prix payé par la France pour faire partie de cette alliance n'est pas connu. Et le risque de spéculation d'entreprises pharmaceutiques est réel.

Quant à l'Union européenne, elle se place dans la course face à Trump, en mettant de l'argent sur la table. Mais cet argent va surtout aux multinationales (les fameux « innovateurs » qu'il ne faut surtout pas décourager), même si, comme nous le savons bien, une grande partie des progrès de la recherche vient du secteur public sous-financé et malmené.

Les États-Unis ont versé plus d'un milliard de \$ à AstraZeneca pour préempter quelques 300 millions de doses de vaccin (sur 1 milliard prévu). La Grande-Bretagne, fière de son Brexit, a aussi versé l'équivalent de 200 millions d'€ pour préempter 30 millions de doses de vaccin. L'entreprise encaisse avec joie, mais à terme ce sont les patients qui vont trinquer.

Articles de Thomas Lemahieu dans *l'Humanité* du 2 et du 12 juin :

<https://www.humanite.fr/vaccin-universel-macron-parle-la-france-boycotte-689810>

<https://www.humanite.fr/traitements-contre-le-covid-19-la-guerre-pour-l'accès-au-vaccin-aura-bien-lieu-690228>

L'« alliance inclusive » vue d'Italie :

<https://ilmanifesto.it/covid-19-firmato-accordo-europeo-per-il-vaccino/>

Liste des pays mis à jour sur le site de l'OMS :

<https://www.who.int/emergencies/diseases/novel-coronavirus-2019/global-research-on-novel-coronavirus-2019-ncov/covid-19-technology-access-pool/endorsements-of-the-solidarity-call-to-action>

Site de la plateforme de l'OMS :

<https://www.who.int/emergencies/diseases/novel-coronavirus-2019/global-research-on-novel-coronavirus-2019-ncov/covid-19-technology-access-pool/solidarity-call-to-action>

Organisation internationale du travail (OIT) et Internationale de l'éducation (IE)

Le travail des enfants et la crise COVID19

À l'occasion de la journée internationale contre le travail des enfants le 12 juin, l'OIT, avec l'UNICEF, a publié un rapport sur les conséquences de la pandémie concernant le travail des enfants. La crainte de revenir 20 ans en arrière est réelle. Comme pour les droits des femmes et des filles, notamment pour leur accès à l'éducation et aux soins y compris ceux liés à la santé reproductive et à la contraception, on craint une « déscolarisation » de grande ampleur des mineurs, à cause de la crise économique et de la baisse des revenus des familles modestes.

Le secrétaire général de l'IE, David Edwards, tire la sonnette d'alarme. Ce n'est pas à l'éducation de payer la crise. Sans investissements publics massifs et sans politique volontariste de la part des gouvernements, le travail en général et celui des enfants en particulier ne cesseront d'être les variables d'ajustement.

S'opposer au travail des enfants est une cause consensuelle et plus ou moins convenue. Qui oserait être pour ? Cependant, pour que la crise COVID19 ne rallume pas les braises de l'exploitation, l'OIT propose des mesures qui ne concernent pas les enfants. Car le travail des enfants est lié au travail des adultes et à la situation des familles.

Tous les pays affrontent les conséquences de la COVID19, mais leur intensité n'est pas ressentie par tous de la même façon et des populations sont plus exposées que d'autres. En ce moment « critique pour le monde entier », défendre les droits des enfants c'est défendre les droits de tous les travailleurs, à commencer par un retour des adultes au travail et des enfants à l'école en toute sécurité. Sur le long terme, priorité à la protection sociale généralisée : accès aux soins, sécurité d'emploi et de revenu, sécurité alimentaire.

Les enfants travaillent le plus souvent dans le secteur informel : les travailleurs informels *adultes* doivent bénéficier de la même protection et des mêmes droits que les autres ; sur le long terme, ils doivent être intégrés dans le secteur « formel », comme en Italie qui a régularisé ses migrants travailleurs informels en mai (cf. *Fenêtres* n°7 et 8).



L'OIT prévoit que les budgets publics seront sous pression pour cause de récession post-pandémique, mais elle demande au contraire aux gouvernements de renforcer le financement de la protection sociale et des droits des travailleurs.

Créer des emplois de qualité pour les adultes mettra fin au recours aux enfants comme « force d'appoint » pour des familles où les parents sont licenciés et tombent dans la pauvreté.

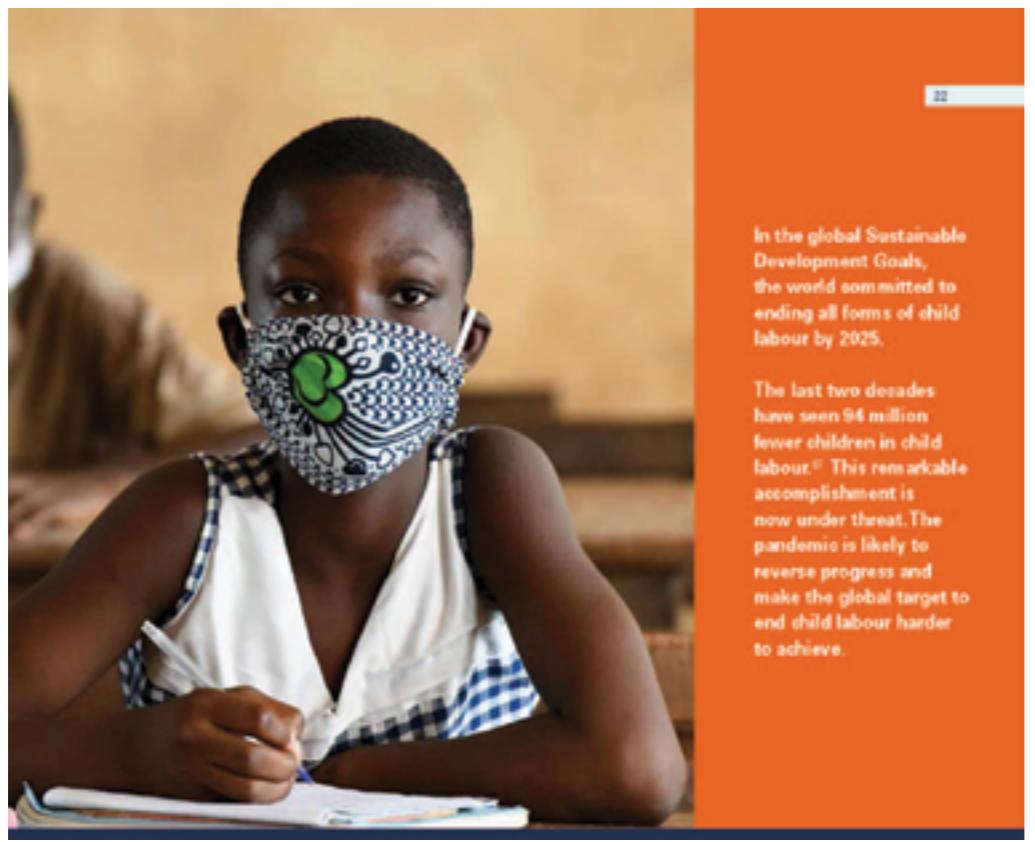
Même si on peut être dubitatif sur l'appel « au dialogue social » entre gouvernements, employeurs et syndicats, on ne peut passer sous silence le fait que les syndicats sont incontournables dans l'implémentation des toutes ces mesures. Ce sont les syndicats qui protègent les travailleurs et c'est souvent grâce à la vigilance syndicale que les violations des droits, y compris le travail des enfants, sont dénoncées.

L'IE soutient l'initiative et publie un guide contre le travail des enfants :

https://issuu.com/educationinternational/docs/2019_ei_research_chillabour_eng?fr=sZDk0YTc0MzU5Nw

Le rapport de l'OIT :

https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed_norm/---ipec/documents/publication/wcms_747421.pdf



Le coronavirus et les femmes

Susanna Fioretti, infirmière italienne qui a longtemps travaillé dans différents pays (Mauritanie, Iran, Inde, Yémen, Soudan du Sud etc.) pour la Croix rouge italienne et qui préside aujourd'hui l'ONG *Nove Onlus* parle au quotidien *Il Manifesto* du 6 juin de la situation afghane qu'elle connaît bien, puisque c'est le pays où elle travaille actuellement (même si elle s'est retrouvée confinée à Rome).

Le titre de l'article parle d'un « virus qui se nomme faim » : ce sont les paroles d'une des femmes afghanes aidée par Fioretti, qui dit que « nous, à la maison, nous avons ce virus depuis longtemps » et ne semble pas tant intimidée par la COVID19.

Les données officielles sont très basses (178 décès), mais, de l'aveu même des autorités, elles ne représentent pas la réalité de la propagation de la pandémie. Kaboul a été confinée depuis le 28 mars, le reste du territoire depuis le 24 mai.

Fioretti est préoccupée des conséquences de la pandémie sur les premiers pas timides pour l'égalité femmes-hommes qui avaient commencé : l'Afghanistan devait faire de 2020 une année exceptionnelle, mais c'est en réalité une année de retour en arrière pour cause de COVID19. Plus qu'ailleurs, les femmes sont davantage frappées par la pandémie.

Comme dans beaucoup de pays en voie de développement, les personnels soignants sont féminisés à 70% et donc plus exposés à la contagion. Les femmes retournent à leur condition domestique (littéralement), car elles prennent soin de la maisonnée matériellement et psychologiquement. Ce travail n'est bien sûr pas rémunéré...

Pour celles qui avaient réussi une petite indépendance financière grâce à un emploi (le plus souvent dans le secteur informel), c'est la catastrophe, car elles ont perdu leur emploi pour cause de confinement et ne vont jamais le retrouver. Elles retourneront à la pauvreté et la dépendance.

La crise économique entraînera la réduction des budgets alloués à la santé féminine. Cependant, ce qui inquiète le plus l'infirmière humanitaire expérimentée c'est la montée de la violence contre les femmes afghanes. Dans la province d'Herat où elle exerce, le centre d'écoute pour les victimes se trouve dans un hôpital, afin que les femmes puissent appeler ou s'y rendre en cas de besoin sans attirer les soupçons des conjoints violents ou de la famille. Mais il a été transformé en centre anti-COVID19.

Malgré l'absence de données officielles en Afghanistan où la plupart des cas ne sont pas déclarés, les estimations officielles parlent d'une augmentation de 20% des cas durant le confinement, quand, déjà avant, l'estimation était que 51% des Afghanes auraient subi des violences.

Pour faire face au « virus qui se nomme faim », pendant le confinement, l'ONG *Nove Onlus*, aidée d'une fondation, a secouru à Kaboul 190 familles dont le chef est dans la plupart des cas une femme : distributions alimentaires, masques, désinfectant, gants et conseils médicaux sur les mesures barrières.

Compte tenu du fait qu'une famille afghane compte en moyenne 8 personnes, Fioretti estime avoir touché quelques 2.500 personnes. Elle témoigne : « un homme âgé a appris que c'était une petite ONG italienne qui distribuait cette aide et a été pris d'émotion, car il avait vu à la télé que l'Italie était l'un des pays les plus touchés par la COVID19 ».

La correspondante d'*Il Manifesto* à Kaboul demande à Fioretti comment on pourra reconstruire un monde meilleur : « en mettant les femmes et les filles au centre, dans tous les lieux où se prennent les décisions, et en leur donnant la priorité dans tous les plans de réponse aux conséquences de la pandémie, sans oublier l'économie informelle dont plusieurs d'entre elles dépendent ».

Susanna Fioretti a de l'espérance, car « les privations dont nous avons fait l'expérience sur notre peau pourraient être tournées en positif pour nous rapprocher de la partie de l'humanité qui se trouve constamment et durement stigmatisée, qui a peur, manque de liberté, a faim ».

En Afghanistan, comme en Italie et dans le monde entier, les femmes pourraient être les principales motrices du « monde d'après ».

<https://ilmanifesto.it/un-virus-che-si-chiama-fame/>

Amérique latine

Malgré le confinement, les mobilisations continuent dans plusieurs pays

Équateur, Chili, Bolivie : les législations censées « protéger l'emploi » par temps de pandémie reportent en fait sur le dos des travailleurs le poids de la crise économique post-COVID19. Les populations ont faim. L'autoritarisme et la répression sous prétexte d'avoir « enfreint les mesures de confinement » sont à l'ordre du jour. Les manifestations aussi.

https://ilmanifesto.it/in-america-latina-la-protesta-non-va-in-quarantena/?utm_source=Iscritti+web&utm_campaign=0cb344578e-EMAIL_CAMPAIGN_2020_05_28_04_00&utm_medium=email&utm_term=0_1006d401fe-0cb344578e-184833583&goal=0_1006d401fe-0cb344578e-184833583&mc_cid=0cb344578e&mc_eid=10fd7a97e8

Brésil

Les criminels profitent du coronavirus pour détruire les forêts, et le Bolsonavirus n'y voit que du feu

Dans notre *Fenêtre* n°4 nous vous avions parlé de la « nécropolitique » du Bolsonavirus. La *Fenêtre* n°7 relatait les déboires du célèbre photographe brésilien Sebastião Salgado qui avait pris la défense des peuples autochtones menacés d'être contaminés par la COVID19 à cause des contacts avec divers groupes plus ou moins illégaux qui détruisent la forêt amazonienne. Maintenant, nous apprenons par les correspondants du *New York Times* à Rio de Janeiro que la pandémie COVID19 a profité aux actions illégales de « nettoyage » de vastes étendues de forêt, car la surveillance était amoindrie par les mesures de confinement et les efforts de renforcement de la loi sensiblement ralenti.

Le Bolsonavirus, dès son arrivée au pouvoir, a favorisé le développement « commercial » en Amazonie, puisque, selon lui, la réglementation était un frein à l'économie. Ce « développement » est le fait de riches éleveurs et propriétaires de latifundia, ou de groupes d'extraction minière et de commerce de bois, prisé pour la fabrication, entre autres, de meubles d'extérieur de luxe. Les entreprises apportent « le développement », qui est loin de « ruisseler » sur les habitants...

Le Brésil a aujourd'hui le plus fort taux de COVID19 de toute l'Amérique latine : plus de 34.000 personnes mortes le 6 juin ! Cela pourrait être un drame national, si le Bolsonavirus (qui a un temps nié la légalité du coronavirus et l'utilité des mesures de distanciation sociale) n'emboîtait pas le pas à son ami du nord Donald Trump.

Le ministre brésilien de l'environnement, qui soutient la politique bolsonavirienne, a déclaré le 22 avril qu'il voit en la pandémie « une opportunité pour réduire les restrictions pendant que l'attention est focalisée ailleurs. Pendant cette période de calme en termes de couverture de presse, les gens parlent seulement de COVID ». On peut donc continuer « le développement économique » (lire : la destruction de la forêt amazonienne) sans être embêté par la presse. C'est ainsi que les profits des entrepreneurs augmenteront. Si ces « acteurs économiques » ont des pratiques illégales dans leur grande majorité, et s'ils mettent la santé des autochtones en danger, ce n'est pas le problème du ministre.



Heureusement les personnels de son ministère ne voient pas les choses ainsi : l'association qui les représente (ASCEMA), dans un communiqué publié le 25 mai, a considéré que les déclarations du ministre

sont « une preuve concrète d'opportunisme criminel », rappelé les discours de haine et les attaques contre les peuples autochtones et souligné que le ministre a été nommé justement pour mener une politique de dérégulation en faveur du tout-exportation. De plus, souligne le communiqué, les personnels des organismes fédéraux de protection de l'environnement ont été les cibles des attaques, les services compétents démantelés ou privés de financement. Les personnels exigent le départ du ministre, dont les déclarations inacceptables détruisent « le patrimoine environnemental du Brésil ».

Le communiqué et l'article du *New York Times* rappellent qu'en avril dernier, trois hauts responsables d'IBAMA (*Instituto Brasileiro do Meio Ambiente e dos Recursos Naturais Renováveis*), l'Institut fédéral de l'environnement et des ressources naturelles, ont été virés pour avoir juste fait leur travail, dénoncer une large opération illégale dans l'état de Pará, au nord du pays. En mai, un fonctionnaire chargé de faire respecter la loi a été molesté par les bûcherons illégaux qui agissaient en toute impunité.

Le Bolsonavirus envisage maintenant d'accorder des titres de propriété aux squatteurs de terre.

Ane Alencar, géographe spécialiste des ressources forestières, directrice scientifique d'*Ipam Amazônia*, un institut de recherche spécialisé en environnement, dit avoir vu « l'opportunisme nourrir l'illégalité, des gens profitent de la fragilité du moment que nous vivons. La crise du coronavirus est en train de se transformer aussi en crise environnementale ». Les « investissements » qui aideront l'économie brésilienne à se relever de la crise pandémique auront l'odeur des morts et la couleur de la terre brûlée, même si, pour faire bonne figure, le gouvernement a déployé des forces en Amazonie fin mai pour « éviter » des opérations illégales.

Un leader autochtone dit avec pessimisme que cette opération est « juste pour les médias » et qu'en fait aucune arrestation n'en résulte. De plus, elle augmente le risque de contamination des habitants, puisqu'elle multiplie les contacts avec des gens venus de l'extérieur. Les autochtones ne manqueront pas de tenir le Bolsonavirus responsable de leurs victimes.

À Rio de Janeiro, tous les soirs à 20h30, les habitants sortent aux fenêtres pour faire sonner des casseroles et crier Fora Bolsonaro. C'est leur rituel nocturne. Mais la « nécropolitique » continue : malgré un dévouement héroïque du système de santé qui a évité que les cadavres s'entassent dans les rues comme en Équateur, des dizaines de soignants sont morts de la COVID19, laissés sans protection lors de l'exercice de leur métier. Et contrairement au président négationniste, la population respecte les mesures de protection quand elles sont mises en place par des autorités locales.

<http://www.ascemanacional.org.br/wp-content/uploads/2020/05/NOTA-A-trajeto%CC%81ria-e-a-oportunidade-criminosa-de-Ricardo-Salles-V3.pdf>

https://www.nytimes.com/2020/06/06/world/americas/amazon-deforestation-brazil.html?campaign_id=51&emc=edit_MBE_p_20200608&instance_id=19175&nl=morning-briefing®i_id=118678500§ion=longRead&segment_id=30326&te=1&user_id=a70d1d898464fb79de786a94b21eefe8



États-Unis

État social, es-tu encore là ? Non, la matraque m'a remplacé !

Dans la première puissance mondiale, la crise COVID19 a non seulement raflé des centaines de milliers de vies, mais aussi jeté des millions de travailleurs au chômage. Nous avons déjà relaté les déboires d'une chômeuse dans notre *Fenêtre n°9*. Comme une majorité de ces compagnes et compagnons d'infortune, sa peau n'est pas blanche. Au moment où un puissant mouvement des droits civiques se lève à nouveau, rappelant Martin Luther King et tous les leaders noirs qui ont lutté pour que l'Acte des Droits Civiques les reconnaisse comme des citoyens à part entière, la police réprime avec violence, et on a évité in extremis que Trump envoie l'armée contre les manifestants.

Demander justice pour George Floyd est considéré par Trump et ses semblables comme un acte de terrorisme, de sédition, un acte anti-patriotique.

Les manifestants souffrent sous la matraque. Mais pourquoi si peu d'entre eux portent plainte ?

La réponse est donnée par la *Congresswoman* démocrate progressiste de l'État de New York Alexandria Ocasio-Cortez : de nombreux manifestants ont perdu leur assurance-santé suite à la crise COVID19. Quand ils sont frappés, gazés ou sérieusement blessés, ils ont peur de demander réparation pour les dommages qui leur sont causés, car ils viennent d'être « réassurés » et, comme nouveaux assurés, ils hésitent de déclarer par exemple des fractures ou des traumatismes crâniens ou des blessures. Les primes d'assurance risquent d'augmenter si les nouveaux assurés se déclarent en mauvaise santé. Sans compter que beaucoup ont perdu complètement leur assurance-santé, car elle est liée à leur travail, lui aussi perdu.

Assurance maladie universelle prise en charge par l'État : c'est une revendication qui monte dans le pays « de la liberté » (de tout perdre, y compris la vie). Cela va de pair avec la revendication syndicale (relayée par le mouvement syndical *Fight for 15* entre autres) d'un congé maladie rémunéré et d'une indemnité de « prise de risque » pour les travailleurs dits essentiels qui ont affronté la pandémie et sont toujours sur le front en contact avec la COVID19. Ce n'est bien sûr pas un fait du pur hasard si beaucoup de ces travailleurs ne sont pas blancs.



Minneapolis vote la fin du contrat d'association entre la police et ses écoles publiques

La *Congresswoman* progressiste et féministe de Minneapolis Ilhan Omar, qui est venue aux États-Unis de sa Somalie natale quand elle était encore adolescente en 1995, rappelle les rassemblements organisés à Minneapolis il y a quelques mois devant la mairie lors du vote du budget, contre la proposition du maire d'augmenter la subvention de la police (aux États-Unis, la police est financée par le budget de la

municipalité) : « on a parlé à des oreilles de sourd ». Maintenant, Ilhan Omar se réjouit : à Minneapolis et dans le pays tout entier, la revendication de ne plus financer la police monte.

En tant que mère, elle insiste sur le fait que même les élèves ne voulaient plus voir les policiers dans les écoles : « ma fille Isra et de nombreux élèves de Minneapolis poussaient depuis deux-trois ans pour que ces contrats avec la police soient déclarés nuls et pour ne plus aller à l'école et voir les policiers présents dans cette institution censée les instruire et les protéger ».

Cela a été voté à l'unanimité ! Ilhan Omar y voit un espoir, car les protestataires ont vu qu'il est possible de changer les choses grâce à la mobilisation. « On est débarrassé de la présence policière dans les écoles » !

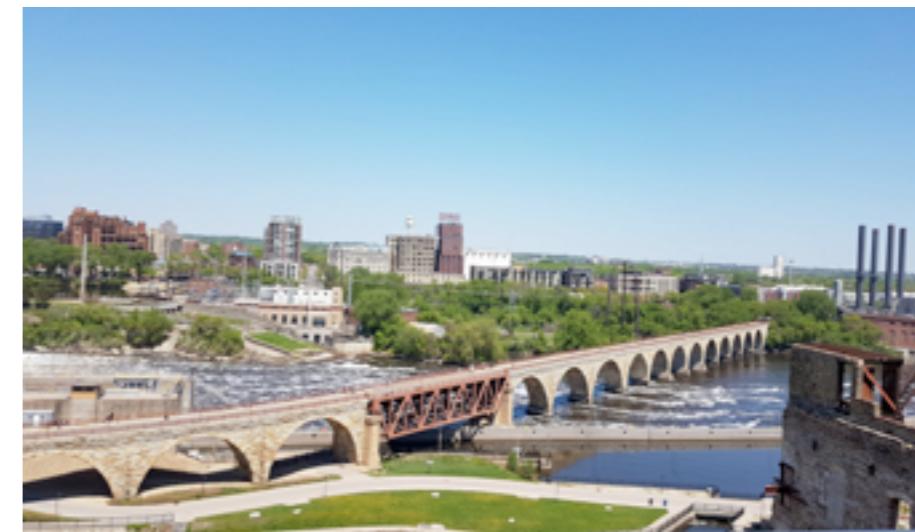
https://www.thecut.com/2020/06/weve-seen-our-city-set-ablaze.html?utm_campaign=thecut&utm_source=tw&utm_medium=s1

Minneapolis vote le démantèlement de sa police

Cela se préparait dès le 7 juin, jour où un énorme meeting a eu lieu au *Powderhorn Park* à Minneapolis, avec le mot d'ordre désormais rituel dans toutes les manifestations états-uniennes des derniers jours : *defund the police!* (ne financez pas la police!). Neuf sur les treize membres du conseil municipal de la ville, une majorité de blocage, ont lu devant la foule assemblée une déclaration promettant une refonte totale du système de sécurité de la ville et un démantèlement de la police, qui, selon eux, « est irréformable et doit être dissoute ». Chaque conseiller a lu une partie de la déclaration, sous les acclamations des habitants, qui, tout en regrettant qu'il a fallu tant de morts et de blessés pour arriver au résultat attendu depuis si longtemps, sont enfin soulagés de voir leurs élus partager leurs revendications.

Les élus ont dit vouloir « travailler avec la communauté » pour élaborer un plan alternatif de sécurité publique. Selon une militante, qui répond aux interrogations de certains sur « la protection des citoyens maintenant qu'il n'y aura plus de police », les citoyens « ne se sentent pas en sécurité quand ils appellent la police, car celle-ci ne remplit pas sa fonction de base de sécurité publique ».

La pandémie réduira les budgets des collectivités car les habitants, appauvris, paieront moins de taxes locales. Minneapolis, comme d'autres villes, prévoit un budget en baisse. Au moment où le besoin de plus de services publics est criant, comment faire quand, sur un budget de 1,3 milliards de \$, on doit trouver 200 millions ? Réaffecter les sommes données à la police, qui a reçu 189 millions de \$ dans le budget municipal de 2020.



Pour New York, Alexandria Ocasio-Cortez dit la même chose : pourquoi l'argent irait-il à la police, quand les habitants, durement touchés par la COVID19, ont besoin de services de santé, d'éducation, de transport, enfin de tout ce qui garantit le bien-vivre ? « Savez-vous que le nombre de policiers dans

les écoles publiques de New York est égal au nombre total de policiers de Boston ? Je veux voir 10 conseillers, travailleurs sociaux, dans chaque école et ne veux pas financer ces policiers », précise dans un tweet celle qui, avec Ilhan Omar, Rashida Tlaib et Ayanna Pressley, forme la fameuse « escouade » haïe de Trump au point de leur ordonner de... « rentrer chez elles », tandis qu'elles sont élues au Congrès des Etats-Unis ! Elles sont jeunes, progressistes, d'origines diverses et surtout... femmes. Elles soutiennent les mouvements populaires et les travailleurs. Tout ce que Trump veut éliminer.

Quand Ocasio-Cortez se réjouit pour Minneapolis, quelques internautes grincheux la critiquent car elle n'aurait pas pensé aux policiers licenciés suite au démantèlement. Outre qu'on peut faire à Minneapolis ce qu'elle propose pour New York, à savoir recruter dans l'éducation, peut-être pourrait-on les convertir à Minneapolis pour travailler dans l'industrie meunière toujours active dans la cité dont elle a fait la gloire depuis le 19e siècle. Les moulins sont toujours là (mais en banlieue) et le Mississippi offre des possibilités de transport du blé comme dans le passé.

Un vieux chant révolutionnaire grec voulait « transformer les navires de guerre en charrues pour labourer la terre ». La nouvelle révolution serait de transformer les policiers en meuniers !



Même les médias dominants français ont fait grand cas de la décision du démantèlement de la police de Minneapolis. C'est dire combien l'onde de choc George Floyd, couplée avec celle de la pandémie et des exigences citoyennes de justice et de droits gagne le monde entier.

<https://www.nytimes.com/2020/06/07/us/minneapolis-police-abolish.html?action=click&module=RelatedLinks&pgtype=Article>

Les travailleurs de la santé rejoignent les manifestants contre le racisme

Les médecins et autres personnels soignants dans plusieurs endroits des États-Unis ont cessé le travail durant 8 minutes 46 secondes, la durée de l'agonie de George Floyd.

À New York, ville très durement frappée par la pandémie, où les soignants luttent durant des mois contre la COVID19, ils ont participé aux manifestations, ce qui, selon le *New York Times*, a ému les manifestants. Pour les soignants noirs, leur participation est aussi une protestation contre les inégalités face au virus dont sont victimes en premier lieu les Africains-Américains : 13% de la population, mais 24% des morts...

Comme soignants, ils considèrent la mort des Noirs suite aux brutalités policières comme un problème de santé publique. Comme soignants, ils sont conscients des risques encourus quand un grand nombre de personnes se rassemble et manifeste : c'est pourquoi leur implication dans ces manifestations est associée à des appels à suivre scrupuleusement les consignes de protection, qui sont les mêmes pour les manifestants et pour les policiers. Ces derniers ne semblent pas tellement prompts à les écouter, car ils continuent à exercer une répression violente, quand les rassemblements sont pacifiques.

Des experts en santé avertissent que les lacrymogènes et autres techniques policières « contre les foules » augmentent le risque de transmission du virus.

Le Dr Teresa Smith, urgentiste au Centre médical de la SUNY (*State University of New York*) basée à Brooklyn explique que George Floyd l'a fait penser aux patients COVID19 qu'elle soigne : « comme médecin, quand j'entends "je ne peux pas respirer", d'habitude je me précipite au chevet de quelqu'un. Voir George Floyd criant ainsi était une affaire personnelle pour moi, médecin de couleur ».

Un de ses collègues du même centre universitaire a organisé, avec plus de 100 personnes (patients, étudiants en médecine et personnel soignant) un *die-in*. Ses arguments sont les mêmes : les travailleurs de la santé doivent comprendre que la peur de la brutalité policière que ressentent les Noirs est « aussi viscérale que celle de tous face à la COVID19 ». Et un autre ne supporte pas de voir la vidéo du meurtre de George Floyd après avoir assisté à tant de morts de ses patients COVID19, surtout des Noirs.

Les soignants considèrent que la solidarité avec les manifestants fait partie de leurs devoirs. Ils sont reconfortés de retrouver des humains rassemblés, après les restrictions de visites à l'hôpital dues à la pandémie. C'est une manière de rompre avec l'isolement dont ont souffert leurs patients et l'impuissance de les voir mourir seuls, sans la présence de leurs proches.

<https://www.nytimes.com/2020/06/07/health/doctors-george-floyd-coronavirus.html?action=click&module=RelatedLinks&pgtype=Article>



I CAN'T BREATHE

#ShutDownAcademia : des sociétés savantes états-unien appelle à « la grève pour les vies noires » le 10 juin

L'information nous est parvenue via notre camarade mathématicien Grégoire Nadin que nous remercions vivement. Le mot d'ordre #ShutDownMath est la déclinaison mathématicienne de celui, général, à cesser le travail dans tout l'ESR états-unien le 10 juin, à l'appel du mouvement antiraciste *Black Lives Matter*, auquel se joignent d'autres sociétés savantes. Sur leur blog, les collègues mathématiciens expliquent d'emblée qu'il faut passer à un stade supérieur : ne plus être de simples « alliés » ou défenseurs d'une « meilleure représentativité » des « minorités » dans la recherche scientifique en général et les maths en particulier. « Le but est de créer un environnement où toute personne qui VEUT être un mathématicien peut le devenir », de sorte que les mathématiques soient aussi utiles aux communautés autochtones.

Ce que les mathématiciens soulignent dans leur appel c'est qu'il faut agir, au delà des paroles et des incantations, pour « éradiquer l'oppression systémique à tous les niveaux de nos disciplines académiques ». En s'incluant dans le monde plus large des STEM (*Science, technology, engineering, mathematics*), ils font des recommandations aux collègues « non-Noirs » (sic) pour partager les initiatives : devenir membre et faire des dons aux associations scientifiques militantes comme *Mathematically Gifted and Black* ou *Data 4 Black Lives* (le mieux est bien sûr de faire adhérer son laboratoire ou département scientifique) ; changer les pratiques de recrutement ; inclure des lectures antiracistes dans son enseignement ; ne plus être un « gardien du temple » passif du statu quo ; demander à ses collègues d'arrêter de contribuer au développement d'algorithmes d'oppression, d'arrêter de promouvoir des travaux aboutissant à des politiques d'inégalité et de surveillance.

Le but des collègues de l'*American Mathematical Society* (AMS) est que leur communauté scientifique soit consciente de ce qu'elle peut faire pour que les choses avancent concrètement. « Lis ce texte dans son intégralité. Et ensuite fais quelque chose ».

<https://blogs.ams.org/inclusionexclusion/2020/06/06/shutdownmath/>



Les syndicats de l'éducation demandent justice pour George Floyd

La Fédération des enseignants de Minneapolis, membre de l'AFT (*American Federation of Teachers*) et de la NEA (*National Education Association*), tous deux affiliées à l'IE, joint les mobilisations qui, à travers le pays, scandent « pas de justice, pas de paix ». Comme syndicalistes de l'éducation, « nous devons donner l'exemple à nos élèves », écrivent les collègues, et se rassembler pour donner du sens à ce « moment historique ». Une pétition en ligne est lancée. À part l'appel à la solidarité, la fédération demande aux élus à investir dans l'éducation publique, le logement et les besoins de la communauté au lieu de financer la police, et aux médias de focaliser sur la justice pour George Floyd et pour tous les Noirs victimes de meurtre.

<https://www.ei-ie.org/en/detail/16817/usa-educators-join-in-public-outcry-and-demand-justice-for-george-floyd>

Pour soutenir l'action des collègues :

<https://actionnetwork.org/petitions/minneapolis-demands-justice>



La dernière indignité de la ministre de l'éducation

L'inénarrable Betsy DeVos, ministre de l'éducation états-unienne, veut exclure des aides post-COVID19 accordées aux étudiants ceux qui n'ont pas la nationalité, ou pas de papiers en règle, ou qui sont « sans-papiers de fait » puisque l'administration Trump a annulé la réglementation mise en place par Obama. Cette dernière catégorie inclut un grand nombre de jeunes qui font leurs études à l'université aujourd'hui, mais sont venus au pays quand ils étaient enfants. Ces dizaines de milliers d'étudiants étaient protégés par le programme DACA (*Deferred Action for Childhood Arrival*).

Le ministère de l'éducation a publié le mardi 9 juin son interprétation « un peu bizarre » de qui devait ou non bénéficier de l'aide fédérale votée par le Congrès en mars dernier. Cette aide consiste, pour les étudiants impactés par la fermeture des campus, à des subventions d'urgence couvrant leurs frais de logement, de nourriture, de matériel informatique, d'accès internet ou de garde d'enfants. Les universités doivent utiliser pour cela la moitié des 12,6 milliards de \$ d'aide reçus.

Betsy DeVos a demandé aux universités de ne pas accorder l'aide à tous les étudiants qui en ont besoin. Exclus, les étudiants étrangers bloqués aux États-Unis, sans ressources et sans possibilité de retour dans leur pays ; exclus, les étudiants qui se considèrent comme états-uniens, mais deviennent des sans-papiers indésirables, même s'ils ont toujours vécu dans ce pays. Selon Madame DeVos, « les contribuables U.S. ont soutenu de longue date les étudiants U.S. et cette règle assure la continuité de cette politique bien établie ».

Certaines universités, comme le *California Community College*, s'inquiètent et font même des procès au ministère, car la moitié de leurs étudiants se trouvent exclus. Le ministère répond que c'est juste une réglementation « préliminaire ». Mais elle doit s'appliquer dans les 30 jours suivant sa publication, et elle a déjà été publiée...

Voilà le monde merveilleux de l'*America first*.

[https://www.nytimes.com/2020/06/11/world/coronavirus-live-updates.html?action=click&pgtype=Article&state=defa ult&module=styln-coronavirus-national&variant=show®ion=TOP_BANNER&context=storylines_menu](https://www.nytimes.com/2020/06/11/world/coronavirus-live-updates.html?action=click&pgtype=Article&state=default&module=styln-coronavirus-national&variant=show®ion=TOP_BANNER&context=storylines_menu)